



## COORDONNEES DU MAITRE D'OEUVRE

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, salarié de coopérative agréé, ingénieur ou technicien de l'ONF), indiquer ses coordonnées.

Nom : ..... prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_| Commune : .....  
 ☎ : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Téléphone portable : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|  
 N° de télécopie : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Mél : .....

## CARACTERISTIQUES DU PROJET

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante :

.....

a) Localisation cadastrale des surfaces à travailler :

	Désignation des surfaces à travailler telles qu'identifiées sur le plan cadastral <i>(rajouter le n° de la surface travaillée indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Surface demandée pour l'élément à travailler (en hectare)	Nom de la commune de situation du projet	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface de la parcelle cadastrale ha, are, ca
reconstitution	<i>exemple : R1</i>	<i>1,35</i>	<i>Soulac</i>	<i>B</i>	<i>123</i>	<i>a</i>	<i>10,2478</i>
	<i>exemple : R2</i>	<i>1,40</i>	«	<i>B</i>	<i>124</i>	<i>b</i>	<i>4,5321</i>
	R	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	R	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	R	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	R	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	<b>Surface totale projetée en reconstitution</b>	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
biodiversité	Biodiv	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	Biodiv	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	Biodiv	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	Biodiv	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _
	<b>Surface totale en biodiversité</b>	_ _ _ ,  _ _					_ _ _ ,  _ _ _

b) Garantie de gestion durable (cocher obligatoirement au moins une case)

Les parcelles constituant le projet bénéficient d'une garantie ou présomption de gestion durable

- aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- plan simple de gestion obligatoire
- plan simple de gestion volontaire
- règlement type de gestion
- adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles
- autre ( Zone NATURA 2000 : adhésion à une charte ou à un contrat, .....)





## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(Cocher les cases)*

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide aux travaux de reconstitution des peuplements forestiers sinistrés par la rouille du peuplier au titre du dispositif **226-A** du Plan de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013.

### J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux de l'Etat et du FEADER, demandés par le biais de la présente demande,

avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,

avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information

avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,

que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande.

être à jour de mes cotisations fiscales et sociales (*GF, GFA, GFR*)

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

### **Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide.
- à informer la DDAF ou la DDEA de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à transmettre à la DDAF ou la DDEA la déclaration de début des travaux
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux de l'Etat et du FEADER,

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

## ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST UN OGEC OU COOPERATIVE : *(Cocher les cases)*

### J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,

avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :

- que les terrains affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

## ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR N'EST PAS UN OGEC OU COOPERATIVE: *(Cocher les cases)*

### **Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de la subvention,
- à apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros et à installer un panneau lorsque le montant total de l'investissement dépasse 500 000 euros. Ces supports comprennent le logo européen, la mention " Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales", ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % du support. Le lieu sera précisé dans la décision juridique attributive

## RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDAF	Sans objet
<b>1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complétés et signés par le porteur du projet</b>	<b>Tous</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Preuve d'identité</b>				
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture <sup>(1)</sup>	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis <sup>(1)</sup>	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles):GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Preuve de propriété</b>				
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours ou acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Preuve de représentation légale ou de pouvoir</b>				
<b>Demandeurs non détenteurs de la propriété</b>				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire ( <i>selon la qualité du demandeur</i> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires ( <i>selon modèle annexé</i> )	OGEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Si subvention &gt; 23 000 €</b>				
<b>Personnes morales de droit privé</b>				
extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations Sociétés civiles dont groupements (SCI) sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Autres pièces administratives</b>				
Relevé d'identité bancaire <sup>(1)</sup>	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	OGEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Pièces techniques</b>				
Fiche d'information et d'évaluation d'impact	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Document attestant de la nature et de l'âge de la peupleraie d'origine : document d'accompagnement des plants ou facture ou attestation sur l'honneur signée du demandeur	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense	dans le cas d'un financement sur devis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à RTG ou CBPS)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>(1)</sup> Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDAF, de la DRAF, du Conseil Régional, ou du Conseil général, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au [guichet unique] après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : ... / ... / .... Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDAF. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,  
 j'autorise       je n'autorise pas <sup>(2)</sup>  
l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.  
<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du demandeur :  
*(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)*